

25 Mars 1789

CAHIER

Cec

FRC

1742

CONTENANT les Remontrances,
Plaintes, Doléances & Supplica-
tions de l'ORDRE DU TIERS-
ETAT du Bailliage de Château-
Thierry,

*Remis à MM. PINTEREL DE LOUVERNY,
Lieutenant - Général, & HARMAND,
Avocat en Parlement ses Députés aux
prochains Etats-Généraux, par l'Ordre
du Tiers-Etat du Bailliage de Château-
Thierry, le 25 Mars 1789.*

SECONDE ÉDITION.

411 W 3309



CAHIER

CONTENANT les très-humbles & très-respectueuses remontrances, plaintes, doléances & supplications du Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry, assemblé en ladite Ville, en vertu des Lettres du Roi, du 24 Janvier dernier, portant convocation des Etats - Généraux à Versailles le 27 Avril prochain ; & encore en vertu de l'Ordonnance de M. le Lieutenant-Général audit Bailliage, à défaut de M. le Grand-Bailli d'Epée, en date du 18 Février dernier.

ET que le Tiers charge les Députés, qui le représenteront & qui seront munis de ses pouvoirs, de porter en ladite Assemblée des Etats-Généraux, & de déposer aux pieds du Trône.

LE Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry, accablé sous la masse énorme des impôts de tout genre, dont la nomenclature effrayante est devenue une science que

peut à peine atteindre le génie fiscal, ne peut plus rester dans l'état de misère & d'oppression, dans lequel il gémit depuis trop long-tems.

L'épuisement étoit prêt de tarir la source de ses contributions, moins onéreuses encore par elles-mêmes, que par la manière arbitraire & vexatoire avec laquelle elles ont été établies & perçues.

Son amour pour le plus juste des Rois, sa fidélité, ont pu seul lui donner, jusqu'à ce moment, le courage & la force de soutenir le poids de ses peines.

Cette partie, la plus utile & la plus nombreuse de la Nation, ou plutôt celle qui seule la constitue, est encore prête de sacrifier sa fortune & sa vie pour l'honneur & la gloire de la Patrie; pour le bonheur particulier & la satisfaction personnelle de son auguste Chef, pere & ami de son Peuple, auquel il donne l'exemple de la vertu, dont il partage la peine, & qu'il daigne appeler à son Conseil.

Mais pour réparer le désordre effrayant des finances, assurer & éteindre la dette publique, le Peuple épuisé feroit en vain tous les sacrifices que le zèle le plus ardent, que le dévouement le plus généreux, pourroient lui inspirer; ses efforts inutiles ne

serviroient qu'à accélérer & à rendre irréparable le malheur public.

Cette affreuse vérité a déchiré le cœur paternel du Monarque; elle a frappé les deux Ordres privilégiés; ils sont convaincus de la justice & de la nécessité de partager avec le Tiers-Etat, le fardeau qui l'écrase, & qui peut devenir léger, lorsqu'il sera soutenu par tous les Citoyens sans exception, dans l'exacte proportion de leurs forces.

Le premier Prince du Sang, les Pairs de France, le Clergé, la Noblesse; enfin, tout ce qui porte le cœur françois n'a plus qu'un vœu.

Dans ces heureuses dispositions, si les Rois, toujours bons, toujours justes, toujours grands & généreux, pouvoient tout voir, tout entendre & tout faire par eux-mêmes; si la Nation pouvoit se flatter d'avoir éternellement pour maître le Prince juste & bienfaisant, qui veut la gouverner par les Loix; & de voir toujours auprès de sa Personne le Ministre que la Providence semble y avoir rappelé pour le bonheur de tous; Elle n'auroit aucune précaution à prendre pour sa gloire & sa félicité: il lui suffiroit de faire connoître ses besoins, d'indiquer ses maux, pour en trouver le soula-

gement & la fin dans le cœur paternel de son Roi, & le zèle aussi infatigable qu'éclairé de son Ministre.

Mais autant pour concourir aux vues sages & bienfaisantes de Sa Majesté, que pour assurer à jamais, & sur des bases inébranlables, la constitution d'un Empire, qui doit durer autant que le monde; qui doit être le plus heureux & le plus florissant de la terre, & ne point laisser sa destinée à venir aux hasards des événemens & des passions des hommes : le Tiers-Etat, usant de la noble & respectueuse liberté que lui donne la nature, la raison, la loi & la volonté clairement exprimée de son Roi, déclare :

Que les moyens de subvenir aux nécessités de l'Etat, de prévenir la ruine dont il est menacé, & de rendre à la France la prospérité, l'éclat, la puissance & la supériorité que la nature semble lui avoir donné, sont de ranimer l'agriculture, le commerce & les arts qui languissent, de rechercher, de réformer les abus, d'anéantir les privilèges pécuniaires de quelque genre qu'ils soient; de proscrire les dépenses inutiles & superflues; de substituer l'économie & une sage administration, aux désordres & aux dissolutions qui ont creusé le précipice.

De ne laisser subsister d'impôts que ceux qui auront été consentis & arrêtés par la Nation, régulièrement assemblée en Etats-Généraux, que ceux dont la perception uniforme s'étendra sur toutes les Provinces du Royaume, & se fera avec le moins de frais possible.

Que ceux sur-tout qui ne troublent point la tranquillité publique & particulière, dont la perception douce & simple ne porte plus le découragement & le désespoir dans le cœur des Contribuables par l'arbitraire, les frais, les amendes & les vexations qui les accompagnent, & par les distinctions avilissantes qui les rendent odieux; tandis qu'au contraire l'imposition & l'exaëctitude à l'acquitter, devroit être un titre d'honneur; vérité qui se réalisera, lorsque la répartition sera juste, uniforme & volontaire.

De ne laisser subsister d'impôt que ceux qui seront également répartis sur tous les Citoyens de toutes les classes, en raison de leurs propriétés & jouissances réelles, & de leurs facultés personnelles, puisque tous jouissent également de la faculté & de la protection que l'Etat donne à leurs propriétés & facultés.

Que le moyen le plus puissant, le seul

qui puisse assurer le bonheur & la gloire du Monarque, & rendre à la Nation son antique énergie, est d'assurer sa constitution; de passer un titre nouveau, mais inviolable & éternel de son union avec son Souverain; enforte qu'il ne commande plus qu'à un Peuple, que l'amour fit toujours voler au-devant des desirs de ses Maîtres, & que le paisible Citoyen vive libre sous l'empire de la Loi qu'il aura lui-même souscrite.

Qu'il est important sur-tout d'arrêter par une Loi sacrée & invariable, les effets destructeurs du despotisme & des dissipations ministérielles, en rendant les Ministres comptables de leurs fautes envers le Roi & la Nation; que ces fautes, qui la font aujourd'hui gémir, seront alors d'autant plus rares, que l'impunité ne leur fera pas en quelque sorte assurée; que l'accès au Ministère sera fermé à l'intrigue & à la cupidité, & ouvert seulement aux talens & à la vertu.

Ce plan de prospérité, formé dans le cœur du Roi, adopté par tous les Ordres de l'Etat, sera sanctionné sans doute dans l'auguste Assemblée des Etats-Généraux.

La déclaration formelle du Clergé & de la Noblesse du Bailliage de Château-Thierry,

assure le Tiers-Etat que ces deux Ordres, après avoir renoncé à leurs privileges pécuniaires, ne porteront avec lui qu'un même vœu.

Les petites difficultés qui ont empêché que ces vœux soient portés par un même organe & consignés dans un même écrit, s'applaniront d'elles-mêmes, puisqu'elles ne frappent en rien sur les choses, mais seulement sur les formes, qui deviendront inutiles par le consentement unanime de tous les Ordres.

Réunis par le génie bienfaisant du Monarque, dont la douce influence pénétrera tous les cœurs, remplis du sentiment profond du bonheur de tout un Peuple, les Députés de tous les Ordres, enfans de la même famille, environnant leur Père, en écarteront avec horreur cet esprit de vertige & de fermentation, qui, passant rapidement de la menace à l'injure, de l'injure à la vengeance, a versé le sang des Citoyens dans une de nos Provinces.

Ils reconnoîtront qu'il seroit insensé d'acheter les biens auxquels nous aspirons, par des maux plus grands que ceux que nous avons soufferts, & ils dévoueront à l'indignation & à la malédiction publique, ces hommes cruels & féroces, que leur

caractere porte à arracher par la force & la violence, ce qu'ils peuvent obtenir par la raison & la douceur, & qui oseroient porter le flambeau de la discorde dans le sanctuaire de la Patrie & de la paix.

Ainsi seront trompées les espérances des Nations jalouses & ennemies de la France, qui ont cru qu'au désordre passager de ses finances, elle ajouterait le malheur irréparable des dissensions civiles, qui écartent sans retour le bonheur & la liberté.

Ainsi, l'auguste Assemblée qui se prépare, va donner à l'univers, en 1789, sous un second Louis XII, le spectacle touchant dont il jouit aux Etats de 1506; où l'on ne vit d'autre excès que celui de l'amour d'un bon Peuple pour un bon Roi; où les discours des Orateurs n'offrirent, au lieu de discussions, que des hymnes de reconnaissance & d'allégresse; où ils ne furent interrompus que par les acclamations de la joie pure, & par les larmes si douces de l'attendrissement; où les Députés de tous les Ordres, entraînés par le même sentiment, prosternés aux pieds du Roi, le conjurèrent d'accepter le titre sacré de *Pere du Peuple*, dont il connoissoit & dont il remplissoit si bien toutes les obligations.

Les François & leur Roi, trop pleins de

leur bonheur, oublièrent alors le sort des générations futures; & cet oubli a entraîné plusieurs siècles de malheurs; une constitution sage les auroit prévenus, & la France seroit aujourd'hui au plus haut degré de grandeur & de puissance.

Ce que ne fit pas le premier, Louis XII est réservé au second; il joindra à la gloire de faire par lui-même le bonheur de la génération présente, la gloire immortelle d'assurer à jamais le bonheur & la prospérité des générations futures sur la base inébranlable d'une bonne constitution.

Pour parvenir à ce but, si long-tems, si universellement désiré, le Tiers - Etat ne peut se dispenser de joindre ici la déclaration précise des principes qui constituent les droits de la Nation & de son Souverain; principes auxquels ses Députés seront rigoureusement tenus de se conformer, sans pouvoir s'en écarter en rien; s'en rapportant au surplus à leur zèle, à leur honneur, à leurs lumières & à leur probité, sur tout ce qui n'y fera pas contraire.

Ces principes, fondés non sur des titres obscurs, non sur des faits équivoques, non sur des monumens que le tems détruit ou altère, mais sur des bases certaines, indestructibles, inaltérables, connues de tous

les hommes & dans tous les lieux, la raison qui dirige les idées, la morale qui regle les sentimens, & le droit naturel, la source de tous les droits.

Ces principes sont :

1°. Que l'Empire françois est purement monarchique.

2°. Que le Prince qui gouverne aujourd'hui, est le Roi légitime, le souverain Seigneur de la France; que la Couronne lui appartient & doit appartenir à toujours à ses Héritiers mâles, à l'exclusion des femmes, suivant l'ordre de la proximité & de la primogéniture.

3°. Que la personne du Roi est toujours sacrée & inviolable.

4°. Que la puissance législative, constitutionnelle & fondamentale, réside essentiellement & exclusivement dans la Nation régulièrement assemblée & représentée, unie avec son Souverain.

5°. Que la puissance exécutive réside dans la personne du Roi; que tous les François lui doivent respect & obéissance, & lui sont également soumis; que la justice est sa dette envers la Nation, & que rien ne peut le dispenser de l'acquitter suivant les Loix.

6°. Que la liberté individuelle des Sujets

doit être à l'abri de toute entreprise de l'autorité ; que les bornes de cette liberté ne peuvent être que le dommage ou le danger imminent de la Société.

7°. Que les Citoyens ne peuvent être privés de cette liberté que par les Tribunaux légalement établis , sans que l'on puisse regarder comme légal, un Tribunal commis.

8°. Que les propriétés doivent être également assurées, qu'aucun Citoyen ne peut en être dépouillé qu'en vertu de la Loi consentie par la nation.

9°. Que les impôts frappant la liberté des personnes & des propriétés, ne peuvent être établis que du consentement formel de la Nation, & avec uniformité, sur tous les Sujets du Roi, & dans la proportion la plus exacte, sans privilege ni exemption ; qu'ils ne peuvent être répartis ni perçus que par ses représentans par Elle-même choisis & nommés, & comptables envers Elle.

10°. Que les Ministres & tous ceux qui auroient pu enfreindre les Loix, doivent être responsables de leur conduite, & que la Nation a le droit de les faire juger par les Tribunaux.

11°. Que la Nation a le droit de s'assem.

bler pour délibérer avec son Chef sur les intérêts communs.

12°. Que, conjointement avec lui, elle a le droit de fixer le tems & le lieu de ses Assemblées, & de régler la forme de la représentation des Membres qui la composent, sans qu'aucune puissance ait le droit ou le pouvoir de l'arrêter dans sa marche.

C'est d'après les vues générales qu'il vient d'exposer, c'est d'après les principes élémentaires dans les bornes desquels il vient de circonscrire ses pouvoirs, que le Tiers-Etat entend que se conduisent les Députés qui le représenteront aux États-Généraux.

Il desire, il exige qu'ils portent à cette auguste Assemblée, le bon esprit qui fait lever les obstacles qui paroissent d'abord insurmontables; qu'ils évitent avec soin les avis extrêmes, les partis violens, les consentemens trop prompts, les résistances trop opiniâtres sur les questions indifférentes à ses droits & à ses intérêts.

Le Tiers-Etat desire & exige que ses Députés se persuadent qu'ils ne trouveront la force que dans l'union; qu'autant l'esprit divise les opinions, autant le sentiment les rapproche; qu'une discussion aigre par-

vient rarement à son but , tandis que la douce persuasion ne le manque presque jamais.

Le Tiers-Etat desire & exige que ses Députés se souviennent qu'ils ne sont pas envoyés vers des ennemis dont ils doivent braver l'audace & l'orgueil , mais vers des Citoyens avec lesquels ils vont traiter de la paix & du bonheur de la Nation ; que dans le choc des opinions nécessaires à la recherche de la vérité ; que dans la chaleur inséparable de l'amour du bien , la sagesse & la modération doivent toujours être les compagnes de la hardiesse & de la fermeté.

Enfin , considérant le Tiers-Etat qu'en remettant ses pouvoirs entre les mains de ses Députés , il leur confie son sort & peut-être celui de la Nation ; il les prévient que si , par leur prudence , leur sagesse & leur courage , ils contribuent au bonheur de tous , ils seront couverts de gloire & de bénédictions ; que si au contraire l'imprudence , les passions ou l'intérêt particulier pouvoient les porter à compromettre ou à sacrifier les intérêts communs , l'opprobre & l'infamie les attendent à leur retour.

C'est en se pénétrant de ces vérités , c'est en prenant la ferme résolution de ne point

s'écarter des principes & du plan de conduite qui leur sont tracés, de mourir plutôt que d'abandonner, négliger ou trahir des intérêts si précieux, qu'ils seront dignes de la mission sainte & sacrée qui leur est confiée, & de porter aux pieds du Trône les réclamations, les vœux & les demandes dont le détail va être établi.

L'Ordre du Tiers-Etat demande avant toutes choses :

P R E M I E R E P A R T I E.

A R T I C L E I^{er}.

Que les Etats-Généraux s'occupent d'abord de la régularité & de la forme de leur convocation & composition.

Qu'elles soient telles que le Tiers-Etat y soit suffisamment représenté, & que ses Représentans soient au moins en nombre égal à ceux des deux autres Ordres, proportion fort éloignée encore des règles d'une juste représentation.

Que dans tous les cas où les Trois Ordres ne seront pas d'accord entr'eux, les voix soient comptées par tête, & que la résolution passe à la pluralité.

Qu'il ne subsiste aucune distinction humili-

liante pour le Tiers-Etat ; que le Roi soit supplié de trouver bon que les très-humbles supplications de son Peuple ne soient plus qualifiées de doléances, puisque ce ne sont pas les accens de la douleur que son cœur aime à entendre, mais le langage de la raison, de l'amour, du respect & de la confiance de ses fideles Sujets.

I I.

Que le retour périodique des Etats-Généraux soit fixé à toujours à une époque déterminée, sans qu'il soit besoin d'une convocation particuliere, sans qu'ils puissent être retardés par quelque raison que ce soit, mais seulement avancés par le Roi, suivant les besoins de l'Etat, & qu'avant leur séparation, le jour & le lieu de l'Assemblée suivante soient proclamés.

I I I.

Que la premiere résolution desdits Etats soit l'anéantissement de tous les impôts, de quelque nature qu'ils soient, non consentis par la Nation ; & que la seconde soit le rétablissement des mêmes impôts, tels qu'ils sont actuellement perçus, sauf aux Etats-

Généraux à régler, à l'égard des Privilé-
giés, la somme & la forme de leurs contri-
butions aux mêmes impôts, qui ne pourront
être rétablis que pour une année seulement,
pendant laquelle il sera pourvu aux moyens
de fournir, d'une manière plus égale &
moins onéreuse aux besoins de l'Etat.

I V.

Que par un contrat sacré & inviolable
les droits respectifs du Roi & de la Nation
soient déterminés irrévocablement, suivant
les principes indiqués au préambule, & qui
limitent les pouvoirs des Députés du Tiers-
Etat.

V.

Qu'il soit pourvu à la liberté personnelle
des Citoyens suivant les mêmes principes,
en restreignant l'usage des Lettres de cachet
& autres ordres émanés de l'autorité, sous
quelque dénomination ou prétexte que ce
soit, aux seuls cas d'absolue & urgente
nécessité, & leur effet au tems absolument
nécessaire pour remettre les détenus, pré-
venus de quelque délit, entre les mains de
leurs Juges naturels, qui seront tenus de
leur

leur faire leur procès suivant les Loix du Royaume.

Qu'aucune Commission pour juger les Procès civils ou criminels, ne puisse à l'avenir être établie, cette attribution illégale de pouvoir étant contraire à la liberté.

Que les dépôts confiés à la poste sous le sceau de la confiance publique & particulière, ne puissent en aucun cas être violés, ce qui ne peut avoir pour cause que le vice de l'administration, & pour effet que le malheur public.

Demande également la liberté de la presse, qui fait partie de la liberté personnelle & individuelle, s'en rapportant à la prudence desdits Etats sur les précautions à prendre pour en prévenir les abus.

V I.

Que les propriétés des Citoyens soient assurées par une Loi inviolable, qui ne permettra pas qu'elles soient chargées d'aucun impôt, à moins qu'il n'ait été préalablement consenti par les Etats-Généraux, & déterminé, quant à la quotité, la perception, la durée & l'emploi; & que les impôts établis ou à établir par la suite, ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, être prorogés

ni étendus , sans le consentement de la Nation prêté en la même forme.

V I I.

Considérant que les précautions les plus sages , pour affranchir les propriétés d'une imposition arbitraire & non consentie , deviendroient inutiles & illusoires , si les Ministres conservoient la funeste facilité de faire ou de proposer des emprunts :

Que c'est par cette voie meurtrière que la dette Nationale s'est élevée à une somme effrayante , dont les intérêts seuls suffiroient aux frais du Gouvernement d'un grand Peuple.

Demande le Tiers - Etat qu'il soit porté une Loi qui inflige la peine de haute trahison , contre quiconque oseroit faire ou proposer un emprunt dans quelque forme , ou dans quelque circonstance que ce soit , & qui déclare ledit emprunt nul , à moins qu'il n'ait été consenti & déterminé préalablement par les Etats-Généraux , & qu'il n'ait été pris des mesures certaines pour le remboursement.

Déclarant le Tiers-Etat que dans le cas de nécessité reconnue , il préféreroit de beaucoup contribuer extraordinairement aux

besoins de l'Etat dans la juste proportion de ses propriétés & de ses facultés , dût-il lui-même avoir recours aux emprunts particuliers , à la ressource toujours ruineuse des emprunts publics.

V I I I.

Qu'il soit arrêté que tous les impôts subsistans seront abolis & convertis en deux impôts simples , l'un réel & l'autre personnel ; qu'ils soient établis d'une manière uniforme & sans distinction dans toute l'étendue du Royaume.

Qu'à l'égard des immeubles soit Ecclésiastiques , soit Nobles , soit Roturiers , même les futayes , ils soient imposés dans le lieu de leur situation , & au même taux , à raison de leur valeur.

Qu'à l'égard des facultés mobilières & industrielles , elles soient également imposées dans le lieu du domicile de fait ou de droit de chaque contribuable , ou plutôt de chaque Citoyen qui a l'honneur d'être François , puisque tous doivent contribuer également au paiement même des impôts subsistans qui pourroient être conservés.

I X.

Qu'il soit accordé à chaque Province ou arrondissement, des états particuliers qui seront organisés, suivant le plan adopté par les Etats-Généraux; que lesdits Etats particuliers soient autorisés à faire & faire faire la division, subdivision, répartition & perception locale & individuelle dans le système & par les moyens adoptés par les Etats-Généraux, ainsi que le versement des sommes qu'ils produiront dans une caisse nationale qui sera établie, s'il est nécessaire, avec les sûretés & précautions laissées à leur prudence, en sorte néanmoins que la somme des impôts perçue sans frais passe de la Caisse de chaque district dans celle des Etats particuliers, & enfin dans le trésor public.

X.

Que tous les Membres du Tiers-Etat soient déclarés habiles à posséder & à remplir tous les emplois, toutes les charges, toutes les commissions tant civiles que militaires, lorsqu'ils en auront les talens & les moyens.

Qu'il ne subsiste plus aucun titre d'exclu-

sion , dont l'effet est de rétrécir l'ame , d'ôter l'aiguillon de l'émulation , & de priver l'Etat du secours des talens & des lumieres ; qu'en conséquence des mêmes principes l'uniformité des peines soit établie , puisqu'il est injuste que dans deux coupables du même crime , le supplice de l'un soit pour ainsi dire un titre d'honneur pour sa famille , & que le supplice de l'autre soit pour la sienne une marque ineffaçable d'opprobre & d'infamie..

X I.

Le Tiers-Etat demande que ces préliminaires établis & réglés du consentement des trois Ordres , eu par la pluralité des suffrages recueillis par tête ; les Etats-Généraux , après avoir pris une connoissance exacte des dettes & charges actuelles du Royaume , des anticipations sur les revenus à venir , des pensions dont ils examineront les titres & solliciteront la réduction , s'il y a lieu , fixent le véritable état des finances qui sera rendu public par la voie de l'impression ; reconnoissent , consolident & reconstituent la dette Nationale , régulent les dépenses de chaque Département , même celles de la Maison du

Roi, de concert avec Sa Majesté assez généreuse pour l'offrir; leur assignent les fonds nécessaires, avec les précautions convenables pour qu'ils ne puissent être ni divertis, ni dissipés, ni même confondus.

En ce qui touche la Maison du Roi, le Tiers-Etat desire que les fonds, qu'il est absolument nécessaire de déterminer & de fixer, pour ne rien laisser à l'arbitraire & à l'incertitude, & ne point ouvrir une porte à de nouveaux abus, soient portés à une somme qui égale & même excède le vœu de Sa Majesté, pour qu'elle puisse, d'une manière digne d'elle, soutenir l'éclat du Trône, la dignité, la grandeur & l'appareil qui conviennent au plus puissant Monarque de l'Univers; encourager & récompenser la vertu toujours utile, & les talens qui le sont quelquefois.

Et à l'égard des créanciers particuliers, observe le Tiers-Etat que le taux excessif des rentes qui ont été créées à leur profit, en raison du discrédit public, doit être réduit lorsque la sûreté devient entière.

X I I.

Que les Ministres & Administrateurs dans quelque Département que ce soit,

demeurent comptables & responsables envers le Roi & la Nation de leur conduite , & singulièrement de l'administration des finances , & puissent être punis des prévarications dont ils se rendroient coupables , suivant les Loix & dans la forme qui seront arrêtées dans les Etats-Généraux.

X I I I.

Il charge spécialement ses Députés de poursuivre & d'obtenir la suppression de l'impôt le plus désastreux de tous ceux qu'il supporte , celui des *Aides* & de tous les accessoires oppresseurs que le génie fiscal y a joint , qui sont si multipliés , que la plupart de ceux qui les acquittent n'en connoissent ni le nom , ni l'étendue , impôt qui engloutit en frais de perception des sommes énormes ; qui emploie une infinité de sujets qui seroient précieux à l'Etat , & qui sont perdus pour lui ; impôt qui entretient au sein de la paix & au milieu des Citoyens une armée ennemie ; impôt enfin qui , par ses entraves & ses extensions arbitraires & vexatoires fait le supplice du Peuple.

La suppression des Gabelles , autre espece d'impôt infiniment moins meurtrier , mais cependant déjà pros crit par les vues éclair-

rées & bienfaisantes du Monarque , parce qu'il pèse d'une manière injuste sur le pauvre qui , à raison même de sa pauvreté , est forcé de faire une plus grande consommation de sel , parce qu'il ôte les moyens d'améliorer & de conserver les troupeaux si nécessaires à l'agriculture.

Par une suite des mêmes principes , le Tiers-Etat demande la suppression de l'impôt du *Tabac* , puisque , souvent de première nécessité pour le pauvre , il n'est pas juste qu'il en supporte le poids dans la même proportion que l'homme opulent.

Le remplacement de ces trois impôts se trouvant dans les contributions réelles & personnelles , avec un égal avantage pour l'Etat & pour les Particuliers , puisque les frais de perception sont nuls ; puisque les Contribuables sortent de l'esclavage dans lequel les retiennent ces impôts.

Que par les mêmes raisons , & en considération des mêmes avantages , les Traités & Douanes soient supprimées dans l'intérieur du Royaume , reculées & établies seulement sur les frontières , en sorte que les Citoyens puissent sans inquiétude circuler & commercer dans l'intérieur de la France , sans distinction de Pays redimés , conquis , ou autres semblables exceptions.

X I V.

Toujours par la raison de la liberté si importante au commerce, le Tiers-Etat demande l'anéantissement des péages, pontonnages, hallages & autres servitudes publiques, sauf l'indemnité envers les propriétaires fondés en titre valable.

X V.

Demande pareillement le Tiers-Etat qu'il lui soit accordé la faculté de s'affranchir des servitudes particulieres & seigneuriales, telles que corvées, bannalité des fours, moulins & pressoirs, par une juste indemnité envers les légitimes propriétaires.

X V I.

Demande encore le Tiers-Etat que les contrôles, insinuations & autres perceptions de ce genre soient supprimées comme impôts, que les Contribuables les plus versés dans les affaires, ni même les Percepteurs les plus habiles ne peuvent déterminer d'une manière précise, dont il a été jusqu'à présent impossible de bannir l'ar-

bitraire qui donne lieu à une multitude de procès, qui naissent de l'obscurité avec laquelle les conventions sont exprimées, pour sauver des droits excessifs, & que dans le cas où les Etats-Généraux ne croiroient pas devoir demander & opérer cette suppression, quant à présent, au moins ils poursuivent & obtiennent la réforme du Tarif de Septembre 1722, & des décisions qui l'ont suivi, attendu que cette regle de perception semble avoir été imaginée uniquement pour peser sur le Peuple, puisqu'il est vrai que d'après ce Tarif une acquisition du même prix, faite par mille particuliers, & par un seul homme riche, coûte pour les droits de contrôle aux pauvres 1500 livres, & au riche 210 liv. 10 sols, comme le prouve la perception journaliere.

Et en conservant le contrôle comme simple formalité, le Tiers-Etat demande que l'Officier chargé de la remplir ne puisse lui-même recevoir des actes qui y sont sujets.

X V I I.

La nécessité de la formule ne pouvant être reconnue, puisque plusieurs Provinces n'y sont pas assujetties, en conséquence de

l'uniformité des impôts, elle doit être supprimée, & si cette suppression étoit différée, au moins il est indispensable d'en diminuer le prix, & de rendre le papier & le parchemin de meilleure qualité.

X V I I I.

Demande encore le Tiers-Etat la décharge de l'impôt le plus abusif & le plus inutile, puisque, d'une part, il ne tourne pas au profit de l'Etat; puisque, de l'autre, il engloutit la seule ressource des Communes, c'est-à-dire, l'affranchissement des droits excessifs, que perçoivent les Officiers des Maîtrises sur le prix de la vente des bois, dont plus d'un tiers est toujours absorbé par les taxes, honoraires, épices, droits des Receveurs & autres frais; estimant que la police & l'inspection des bois, ainsi que tout ce qui y est relatif, peut être faite presque sans frais par les Juges ordinaires, & que le prix des ventes peut être sans inconvénient, touché par les Administrateurs des Communautés qui en sont comptables, sauf à pourvoir à l'indemnité desdits Officiers & Receveurs qui seront supprimés.

Une observation du même genre & aussi

importante frappe sur deux objets dont la réforme intéresse le bien public.

Le premier est relatif aux constructions & aux réparations des ouvrages à la charge des Communes.

L'expérience justifie que souvent la somme des frais, pour parvenir à ces réparations, excède le prix principal, raison pour laquelle elles sont fort retardées, négligées & deviennent plus considérables & plus onéreuses; elles peuvent se faire sans frais devant les Juges ordinaires, c'est le vœu du Tiers-Etat.

Le second est relatif à l'apurement des comptes de recette & dépense des Communes, qui est affecté à des Tribunaux particuliers; la forme de ces comptes est très-dispendieuse, & l'expérience prouve que souvent il est plus utile d'abandonner le reliquat que de procéder à l'apurement, qui est au-delà absorbé.

Ces comptes peuvent s'arrêter par la Commune, être vérifiés à l'Assemblée des Districts, définitivement clos par les Etats-Provinciaux, le tout sans frais; c'est encore le vœu du Tiers-Etat.

X I X.

Le Domaine Royal n'étant pas étran-

ger à la Nation , qui ne peut être indifférente aux intérêts du Roi , qui sont les siens , le Tiers-Etat demande qu'il soit fait une recherche des échanges, engagemens, aliénations & acquisitions faites par le Roi, & que la lésion qu'il peut avoir éprouvée, soit réparée.

Qu'il soit aussi pourvu à une meilleure administration de ces Domaines , & singulièrement des bois qui en dépendent.

Son vœu étant que ces Domaines réels soient aliénés sans retour, puisque c'est le seul moyen de leur faire produire une juste valeur, en les mettant dans le commerce.

Les seuls qu'il importe au Roi de conserver, sont ceux qui consistent en droits; à la charge que ces droits ne seront éludés par aucuns prétextes; & que ses Secrétaires & autres Officiers ne pourront s'y soustraire, les privilèges dont ils jouissent étant absolument abusifs.

X X.

Depuis que les fiefs sont entrés dans le commerce; depuis qu'ils ne sont plus tenus d'aucunes charges particulières que le possesseur roturier ne puisse acquitter, la cause du droit de franc-fief ayant cessé, l'effet doit cesser avec elle.

Demande au moins le Tiers-Etat qu'aucun particulier ne puisse être recherché ni poursuivi sous prétexte de ce droit, lorsqu'il aura acquis ou mis en valeur quelques portions de terrain, qui auroient pu autrefois appartenir au Seigneur de fief, & en avoir fait partie, lorsqu'il les possédera en roture, & chargés de cens envers le Seigneur, & de son consentement; les poursuites multipliées qui ont été faites, sous ce prétexte, étant ruineuses pour l'Habitant de la campagne, & contraires aux progrès de l'agriculture.

X X I.

Quoiqu'il soit juste que les Seigneurs conservent les droits qui peuvent leur appartenir, le Tiers-Etat ne peut s'empêcher de réclamer contre les frais énormes que les Terriers font supporter au Peuple. Les Lettres Patentes de 1786 ayant attribué aux Commissaires des droits exorbitans, cette Loi abusive doit être révoquée, & il seroit juste de leur en substituer une, qui, par la méthode la plus simple, assureroit sans frais les droits du Seigneur: cette méthode seroit d'obliger les vendeurs & les acquéreurs de détailler & désigner

précisément dans les contrats de vente les droits dont les biens vendus peuvent être chargés, sauf le blâme que le Seigneur auroit la faculté de faire, sur le simple extrait du contrat qui lui seroit fourni, qu'il joindroit à son cueilleret, & qui seroit exécutoire contre le détempteur.

X X I I.

La nécessité de la réformation de la Justice civile & criminelle est universellement sentie.

Les longueurs & les frais énormes de la procédure civile sont l'impôt le plus onéreux de tous ceux qui foulent le Peuple.

Il seroit important d'en simplifier la marche, de donner un Règlement fixe & invariable sur les frais dans les différens Tribunaux.

Souvent le pauvre s'engage, faute de lumières, dans des contestations ruineuses; il conviendrait d'établir dans chaque Bailliage une Commission qui, après un mûr examen, ou l'empêcheroit de soutenir une cause injuste, ou le dirigeroit & le défendrait quand il seroit fondé.

Le Tiers-Etat supplie le Roi de faire re-

mise d'une infinité de droits , qui ferment , pour ainsi dire , l'accès des Tribunaux.

Quant à la procédure criminelle , l'humanité frémit lorsqu'elle voit que trop souvent l'innocence confondue avec le crime , en supporte la peine.

Un des moyens les plus sûrs de prévenir ces malheurs , est de donner aux accusés un Conseil , qui aura communication de la procédure , & le droit d'assister à tous les actes de l'instruction , de faire tels dire , réquisitions & interpellations qu'il avisera.

Le Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry n'aura pas la présomption d'indiquer des réformes & des vues qui exigent les plus mûres délibérations , & les plus profondes connoissances ; mais il croit qu'un des moyens les plus sûrs de former une Magistrature qui corrigeroit d'elle-même la plupart des abus , seroit ou d'abolir la vénalité des offices , en les conférant au mérite éprouvé ; ou , dans le cas contraire , de faire une loi , qui ne permettra pas qu'aucun sujet soit admis à ces augustes fonctions sans avoir subi un examen , qui ne sera pas de pure forme , mais un examen public , sérieux , & de nature à justifier de capacité suffisante , sans avoir subi un examen aussi scrupuleux sur sa vie & ses mœurs.

Que

Que pour donner aux Magistrats & autres Officiers des marques de la protection de l'Etat, il conviendrait abolir le droit de centieme denier dont ils sont chargés.

X X I I I.

Demande le Tiers-Etat, qu'après avoir pourvu à la composition & à la police des Tribunaux, il leur soit donné une plus grande étendue de pouvoir; que les Bailliages puissent juger souverainement jusqu'à la somme de cent livres, & les Présidiaux jusqu'à celle de quatre mille livres.

X X I V.

Que l'arrondissement de tous les Tribunaux soit formé au plus grand avantage des Justiciables; rien n'est plus ordinaire que de voir des villages situés à deux lieues du chef-lieu d'un Bailliage ou Présidial, ressortir à un Tribunal dont ils sont éloignés de vingt lieues; cet abus, contraire à l'Ordonnance de Charles VII, demande une réformation.

Que jamais le cours de la Justice ne puisse être suspendu ni arrêté; que les Magistrats soient comptables envers le Roi &

la Nation de l'exercice de cette partie précieuse du pouvoir qui leur est confié , & sous la foi duquel repose la sûreté publique ; en conséquence , qu'ils ne puissent être troublés dans leurs fonctions , qu'ils doivent exercer avec une liberté telle que rien n'influe sur leurs jugemens & leurs délibérations , & qu'ils ne puissent être dépossédés de leurs Offices que dans le cas de forfaiture ; principe qui doit être étendu suivant l'ancienne Jurisprudence aux Juges des Seigneurs , quoique leurs provisions ne leur aient pas été données à titre onéreux ; puisqu'il n'arrive que trop souvent que la crainte d'être révoqués enchaîne la liberté nécessaire pour rendre une exacte justice ; en conséquence , que la révocation ne pourra avoir lieu à leur égard que dans le cas de malversation avérée.

X X V.

La Police champêtre faisant la sûreté des Habitans de la campagne , le Tiers-Etat demande que dans chaque Paroisse il soit établi un Officier résident , qui soit chargé de la maintenir.

Que cet Officier , sous le nom de Com-
missaire , soit choisi par les Habitans , dont

il est nécessaire qu'il ait la confiance ; qu'il soit présenté aux Seigneurs ou à leurs Officiers pour en recevoir le caractère , en vertu duquel les procès-verbaux qu'il dressera feront foi par eux-mêmes, non-seulement du délit, mais encore de l'indemnité qu'il pourra fixer sans autre formalité , pour , sur ce rapport , les condamnations & amendes être prononcées en la forme ordinaire.

Que pour tarir la source d'une multitude de procès , il soit prononcé sur la question de l'allodialité de la Coutume de Vitry , portée en l'article 16 , qui est restée indécise depuis sa réformation.

X X V I.

La multiplicité des Offices de tous genres & des droits qui leur ont été attribués, est extrêmement onéreuse au peuple : il est de la sagesse du Roi & des Etats-Généraux de pourvoir à ce mal dont il seroit difficile de déterminer la profondeur , le Tiers-Etat demande la suppression des Offices d'Huissiers Jurés-Priseurs & Crieurs , des Greffiers de l'Ecritoire ; des droits de petit Scel sur les Ordonnances en matiere civile & criminelle , Droits & portions de Greffe , Contrôles anciens & nouveaux , formalités

aussi inutiles que ruineuses , sauf l'indemnité aux titulaires , dont la finance modique se rembourse par une seule année d'exercice.

Enfin , pour terminer sur l'objet important de la justice , le Tiers-Etat demande l'abolition des évocations , des Committimus , de toute commission particuliere ; la suppression ou la réunion de tous les Tribunaux d'exception , la plupart devenus inutiles par la réforme des impôts abusifs , par l'établissement d'impôts simples dont la perception ne peut faire la matiere d'aucune difficulté.

Et pour assurer davantage l'exécution & le maintien des Loix , le vœu du Tiers-Etat est que l'incompatibilité des Offices , dont le nombre sera de beaucoup réduit , soit maintenue & assurée , & qu'aucune Loi nouvelle ne puisse être établie sans avoir été consentie & proclamée , les Etats-Généraux assemblés , puisqu'il est de principe que ce qui rend les Loix respectables & obligatoires , c'est le consentement de la Nation pour laquelle elles sont faites & qui doit s'y soumettre.

X X V I I.

Rien n'étant plus odieux , plus vexa-

toire que les recherches des droits fiscaux , dont il a été trop abusé , le Tiers-Etat demande qu'il soit défendu à qui que ce soit de fatiguer le Peuple par des demandes de droits même légitimement dûs , trois mois après l'expiration du terme des baux , régies ou administrations dont ils pouvoient faire partie.

X X V I I I.

Le maintien de la religion & du culte , devant être un des plus importans objets des délibérations des Etats-Généraux , le Tiers-Etat demande ,

1°. Que dans les habitations assez nombreuses , qui sont absolument privées de la présence habituelle d'un Prêtre , pour leur donner les secours spirituels , ou qui n'ont qu'un desservant , que sa position passagere & précaire empêche de s'attacher à son troupeau , il soit établi des Curés en titre , dont la stabilité fonde la confiance réciproque.

2°. Que pour assurer aux Prêtres chargés de la conduite des âmes , un sort convenable à la dignité de leur ministère , la portion congrue des Curés des Villes & Faux-bourgs , dans l'étendue du Bailliage , soit

fixée à la somme représentative de treize muids de bled , mesure dudit Bailliage , chaque muid composé de 48 bichets.

Que la portion congrue des Curés de la campagne soit fixée à la somme représentative de dix muids de bled , même mesure.

Que la rétribution des Vicaires soit à la Ville , soit à la campagne , soit déterminée à une somme de 600 liv. , estimant cette somme absolument nécessaire pour faire exister décemment & honorablement les Ministres des autels & les consolateurs du pauvre , à la charge que tous les secours spirituels seront donnés gratuitement.

3°. Que les fêtes trop nombreuses soient réduites , chacune d'elles enchaînant l'activité d'un grand Peuple , portant un préjudice considérable à l'Etat , sans compter les inconvéniens nombreux de l'oïfiveté.

La sanctification du Dimanche en deviendra plus solennelle & plus sacrée , & cette réduction nécessaire rendra le culte plus agréable à Dieu.

4°. Les droits d'annates & de prévention en matière bénéficiale , & celui d'accorder des dispenses de mariage entre parens , faisant passer en Italie une partie trop considérable du numéraire du Royau-

me , que l'autorité & la médiation du Roi & la réclamation des Etats - Généraux operent l'abrogation de ces droits , & que Nosseigneurs les Evêques de France soient autorisés à accorder toutes les dispenses nécessaires d'alliance , affinité , même spirituelle & de parenté , jusqu'au degré des cousins germains , oncles & tantes inclusivement , & ce , gratuitement.

X X I X.

La mendicité , fléau qui déshonore l'humanité , qui arrache à la société une partie utile de ses Membres ; qui surcharge les autres d'un impôt sans cause , qui prépare au crime par l'osiveté , qui y précipite par le besoin , ne peut être plus long-tems supportée ni préconisée par l'exemple des Ordres Religieux : s'ils ont fait vœu d'être pauvres , ils n'ont pas pour cela renoncé aux moyens honnêtes d'obtenir le simple nécessaire , ils n'ont point pour cela fait le vœu d'être nuisibles à l'Etat ; leur subsistance peut être assurée par de sages précautions sans porter atteinte à leurs vœux , & leur exemple cessant , les réglemens qui défendent la mendicité , n'éprouveront plus d'obstacles dans leur exécution ; elle

sera assurée en établissant pour les vieillards, les infirmes & les véritables pauvres, des Hôpitaux & des Bureaux de Charité dans chaque district & dans chaque Paroisse.

X X X.

L'abus, qui a introduit le monopole jusques dans l'Eglise, en réunissant sur une même tête un revenu immense par la multiplicité des bénéfices, l'abus qui fait consommer au loin, & presque toujours dans la Capitale, le produit le plus net des Campagnes où la consommation feroit exister une infinité de familles, ne peuvent subsister sans un grand dommage pour la Nation, & le Tiers-Etat demande qu'ils soient réformés en obligeant les Bénéficiers à une résidence au moins de la moitié de l'année dans le Diocèse, quand elle ne pourra pas être utile dans le lieu du Bénéfice.

X X X I.

Le Tiers-Etat considérant les abus & l'injustice révoltante & trop commune qui résultent des démissions que font certains Bénéficiers, qui, par ce moyen, enlèvent aux fermiers, avec lesquels ils ont traité,

les pots-de-vins & avances considérables qu'ils en ont reçus , & les privent en outre du prix de leurs déboursés & améliorations , demande qu'il soit fait une loi par laquelle les successeurs des Bénéficiers, qui auront fait de semblables démissions , soient tenus d'entretenir les baux comme s'ils eussent été souscrits par eux-mêmes.

X X X I I.

Les dîmes dans leur institution primitive , ayant été accordées pour trois objets : le premier, la subsistance des Prêtres ; le second, l'entretien des Temples ; le troisième, le soulagement des Pauvres : le Tiers-Etat demande qu'elles soient ramenées à leur destination , & que les réparations des Eglises paroissiales soient désormais , pour la totalité , à la charge de la dîme.

X X X I I I.

L'intérêt public & particulier exigeant souvent que les biens des Ecclésiastiques & des main-mortables éprouvent des échanges , il seroit important de les faciliter , en les débarrassant des formes trop recherchées & des formalités trop coû-

teuses, qui les rendent impossibles, surtout pour les objets de peu de valeur.

X X X I V.

Demande, le Tiers-Etat, qu'il soit pris des mesures pour rendre plus utiles les Ordres religieux, leur réunion pouvant plus qu'aucun autre moyen y contribuer, les Loix qui y tendent doivent être exécutées avec les précautions nécessaires pour que les droits de propriété ne soient point violés, & qu'il soit pourvu au sort des particuliers.

X X X V.

Le Gouvernement a pourvu à l'éducation de la Noblesse par plusieurs établissemens utiles; le Tiers-Etat n'en est point jaloux; il rend hommage à la sagesse de ces vues: mais il demande que celle de ses Membres ne soit plus négligée & abandonnée; que les enfans du Tiers-Etat partagent l'attention du Gouvernement.

Il n'existe aucun établissement dans le Bailliage de Château-Thierry; le génie n'y est pas étranger; il pourroit y naître un second la Fontaine.

La population, source féconde de richesse, reçoit un dommage cruel, parce que le premier instant de la vie de l'homme n'est pas suffisamment surveillé dans les campagnes ; une infinité d'enfans sont les victimes du défaut de sages-femmes, & plus souvent de leur ignorance : il est donc nécessaire d'en établir par-tout où la population l'exige, & de leur donner gratuitement les instructions suffisantes.

La naissance est le premier bien ; le second, c'est la santé ; c'est souvent le seul du pauvre Habitant de la campagne. Le soin qu'elle exige dans les maladies attachées à l'humanité, est négligé par-tout, ou il est abandonné à une homicide ignorance. Il convient donc que des gens de santé instruits soient établis aux frais du Gouvernement dans chaque district, & qu'ils soient tenus de faire des Eleves pour soutenir cet établissement.

X X X V I.

Les moyens d'assurer la subsistance des Citoyens doivent occuper un Gouvernement sage.

Il est nécessaire de prévenir la perte considérable qu'entraîne le mauvais état des

moulins répandus dans la campagne ; la déperdition de la partie la plus précieuse de la farine est un mal auquel il est important de remédier, en proposant des encouragemens & des récompenses sur la perfection des moulins, en interdisant ceux qui sont d'une construction vicieuse, & en y substituant les moulins économiques.

De pourvoir aux abus qui naissent de l'exportation des grains que l'intérêt particulier opere au préjudice de l'intérêt général, & de prendre les moyens d'empêcher la disette, ou au moins la cherté excessive des grains de première nécessité, dont la France est menacée en ce moment.

De pourvoir aux abus des monopoles & des accaparemens, qui ont envahi les grains, les bois, les Maîtrises elles-mêmes ; ce qui énerve le commerce & substitue la disette à l'abondance.

X X X V I I.

L'agriculture, qui pourvoit seule aux premiers besoins, ne doit être négligée dans aucune de ses parties.

Elle souffre par les délits champêtres des pertes considérables ; l'exploitation des bois amène dans les campagnes une multitude

d'Etrangers, qui font vivre souvent leurs bestiaux aux dépens du Public. Pour arrêter ce désordre, il est nécessaire de rendre les Adjudicataires garans de ces délits, sauf leur recours; pourquoi, de les astreindre à faire élection de domicile dans le lieu de l'exploitation & dans les endroits voisins où les demandes pourront être formées contr'eux.

Elle souffre par la difficulté des chemins, qui sont impraticables de Village à Village. Il est nécessaire d'y pourvoir, en prélevant une somme quelconque sur les fonds de la corvée, pour être consacrée à l'établissement & entretien des chemins vicinaux; ce qui peut se faire sans négliger les grandes routes, dont l'importance est généralement reconnue.

Ce prélèvement sera utile & juste autant que la distraction d'une partie des fonds d'un district, pour les employer au loin, est abusive & injuste; ce qui, à l'avenir, ne peut être permis: c'est le vœu du Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry, qui est fondé à s'en plaindre.

Les Cultivateurs, obligés d'emprunter les secours étrangers des domestiques, se plaignent que souvent ils les abandonnent au moment des ouvrages les plus pressans, ce qui leur fait supporter des pertes considérables: quoi-

que personne ne puisse être contraint à faire & à servir contre sa volonté, cependant lorsqu'un domestique a pris un engagement pour un tems limité, il doit être obligé de le tenir, ou au moins de souffrir l'indemnité qui est dûe à son maître: un Règlement à cet égard est nécessaire.

X X X V I I I.

La variation infinie des poids & des mesures, donne à ceux qui ont fait une étude de leurs rapports, un avantage dont ils abusent, & qui est contraire à la bonne foi qui doit présider au commerce. L'uniformité, depuis long-tems désirée, & qui a rencontré jusqu'à présent mille obstacles, ne peut plus souffrir de difficultés dans la circonstance de l'Assemblée générale des Etats du Royaume; elle doit être établie; c'est le vœu du Tiers-Etat; &, pour éviter toute difficulté, il demande qu'il soit défendu de vendre ou d'acheter à la mesure comble.

X X X I X.

L'agriculture souffre des pertes immenses par le ravage du gibier, trop abondant. Le droit de chasse ne peut être le droit de

ruiner le Cultivateur laborieux, en laissant multiplier le gibier à l'excès. Le Tiers-Etat demande que les Propriétaires de fiefs demeurent garans & responsables des dommages ; qu'il soit fait un Règlement dont l'exécution facile & débarrassée des entraves qui ont rendu inutiles ceux qui existent, assure une exacte indemnité au Cultivateur, d'après une simple visite d'Experts-Laboureurs, convenus ou nommés d'office sur une simple demande, qui sera jugée sommairement & sans frais.

A l'égard des Capitaineries, le Tiers-Etat en demande l'entière suppression dans toutes les Provinces où elles sont établies.

X L.

Si la chasse continue d'être regardée comme un droit de propriété exclusive, au moins les atteintes qui peuvent y être portées, ne peuvent-elles être considérées comme des crimes, mais comme de simples délits.

Le Tiers-Etat demande la réforme du Code des chasses, l'abolition de toutes peines afflictives & infamantes pour les délits de ce genre, qui ne pourront donner lieu qu'à des peines pécuniaires, dont la

contrainte par corps assure assez l'exécution.

X L I.

Les pigeons sont pour la vie d'une utilité trop universellement reconnue pour en demander l'entière destruction. Les Loix en permettant l'établissement des colombiers, avoient pris des précautions sages pour en prévenir les abus ; elles sont tombées dans l'oubli ; les dégâts que font ces animaux excitent avec raison les plaintes & les réclamations des Cultivateurs qui souffrent.

Le Tiers-Etat demande un Règlement qui défende à tous ceux qui n'en ont pas le droit, de nourrir & d'élever des pigeons, & que ceux auxquels la Loi le donne, soient tenus de les tenir renfermés dans le tems où leur liberté devient nuisible.

X L I I.

Les défrichemens sont utiles ou nuisibles suivant les circonstances ; il sont utiles, lorsqu'ils rendent à l'agriculture des terrains perdus pour elle ; ils sont nuisibles, lorsqu'ils privent les troupeaux d'une pâture que rien ne peut remplacer. Ainsi, le Tiers-Etat ne peut former d'autre vœu que celui
qui

qui tend à ce qu'il soit pris des mesures sages pour empêcher les deux excès contraires ; ce qui peut s'opérer en nommant des Commissaires qui examineront s'il est utile d'étendre ou de restreindre la faculté de défricher , demandant seulement qu'il soit porté une Loi qui réglera les formalités nécessaires pour les défrichemens.

X L I I I.

Dans un moment où la France est menacée d'une prochaine disette de bois, dont le luxe a prodigieusement augmenté la consommation ; il est important d'encourager les moyens de le rendre moins nécessaire.

Un de ces moyens est d'autoriser, par une Loi précise, l'exploitation des charbons de terre, tourbes, houilles, par-tout où il peut s'en trouver, sauf une légère indemnité aux Propriétaires du terrain.

X L I V.

Une répartition juste & égale des impôts, dépouillés des frais énormes & des vexations qui les accompagnent, sera sans doute le plus puissant encouragement de l'agri-

culture, du commerce & des arts ; en y ajoutant ceux que le Tiers-Etat vient d'exposer, il ne faut point perdre de vue deux objets qui peuvent y contribuer beaucoup.

Le premier feroit le partage des communes, lorsqu'elles ne sont pas indispensables pour la pâture.

Le second est une réforme dans le Règlement relatif à la Milice & aux Classes. Sans doute tous les Citoyens doivent porter les armes & servir pour la défense de la Patrie, & ceux que le devoir mene à cette profession, ne peuvent manquer d'être les meilleurs Soldats ; mais souvent le sort tombe sur un Sujet qui n'a ni le goût ni les qualités nécessaires pour le service militaire ; plus souvent il tombe sur le fils de la veuve, ou d'un pere infirme, dont les champs sont abandonnés ; la justice exige qu'on ne laisse pas au sort ce qui peut être confié à la raison, & il conviendrait que le Milicien ou le Matelot fussent fournis aux frais de la Commune ; ce qui, en répartissant également la charge, la rendroit insensible à tous.

X L V.

Le droit de confiscation des biens d'un

condamné à mort, ou à la perte de la vie civile, étant presque sans profit pour l'Etat, & souvent absorbé par les frais qu'il entraîne, étant d'ailleurs injuste de réduire à la mendicité l'héritier présomptif d'un condamné, ou de ruiner ses créanciers ; le Tiers-Etat demande qu'il soit aboli.

X L V I.

Considérant, le Tiers-Etat, que la France a été de tout tems l'asyle des Rois & la protectrice des Nations opprimées ; que l'Esclave lui-même, en respirant l'air de ses heureux climats, retrouve la liberté ; ne peut s'empêcher de réclamer contre l'attentat public, que la traite & la servitude des Negres porte à l'humanité & à la Nation, sauf les mesures à prendre pour que les travaux des Colonies ne soient pas abandonnés.

Réclame encore contre l'espece de servitude qui a continué d'opprimer les Sujets du Mont-Jura, du Béarn, & de toutes les terres de la domination Françoisse.

X L V I I.

Demande le Tiers-Etat que les actes des

Notaires de Paris soient assujettis, comme tous les autres actes, au contrôle, comme formalité.

Après avoir établi ses demandes, qui, par leur nature, semblent tenir à l'intérêt général; le Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry fera entendre, comme la bonté du Roi l'y autorise, quelques réclamations, qui, pour n'avoir d'objet que l'utilité particulière, ne sont pas pour cela dépourvues d'intérêt.

S E C O N D E P A R T I E.

A R T I C L E 1^{er}.

Demande, le Tiers-Etat, que les petites rivières qui arrosent l'arrondissement du Bailliage, telles que l'Ourque, le grand & le petit Morin, celle de Clignon, & autres, soient curées, pour donner de l'écoulement aux eaux, dont la stagnation porte un grand dommage aux prairies; que défenses soient faites aux Meûniers d'exhausser leurs fouillards, moyen par lequel ils font refluer les eaux; qu'ils soient au contraire tenus de les baisser, de manière que les terrains, qui avoisinent les moulins, ne soient plus submergés.

I I.

Demande particulièrement la Paroisse de Jaulgonne, composée de 140 feux, ayant foire & marché :

Qu'il lui soit accordé un Curé en titre, n'ayant, au lieu d'un Pasteur, qu'un Desservant, qui ne peut, par sa qualité précaire, regarder les Habitans comme ses ouailles ; qu'en érigeant la Desserte en Cure, il soit circonscrit à la Paroisse de Jaulgonne un territoire pour lui assurer une pâture déterminée, & les autres avantages qui en résultent, singulièrement la décharge des réparations des édifices des Paroisses voisines, puisqu'elle est chargée des sien-
nes : ce qui doit avoir lieu, même dans le cas où l'érection ne seroit pas effectuée.

Que l'Abbé de Val-Secret soit tenu de faire rétablir un petit bac pour traverser la rivière de Marne, tant à pied qu'à cheval, avec sûreté, comme il y est obligé ; ce qui est d'autant plus important, que ce passage manque, à plusieurs routes, de communications nécessaires & avantageuses au Public & aux Habitans.

I I I.

Demande, particulièrement la Commu-

nauté d'Orbais, que le Bureau du contrôle des actes, ne fût-il conservé que comme formalité, lui soit rendu.

Il en a été privé par des considérations particulières, qui sont injustes & qui doivent céder au bien général. Ce Bureau est établi au Breuil, à la distance de plus d'une lieue, où il est inutile, puisqu'il n'y a point d'Officiers : tous demeurent à Orbais. La justice exige qu'ils ne soient plus tenus de se déplacer pour y avoir recours, & la raison veut que le Contrôleur revienne à l'endroit où il doit être.

I V.

Les Habitans des Hameaux & Ecart de Château-Thierry & du Village d'Essomes, chargent les Députés aux Etats-Généraux, dans le cas où les impôts actuels seroient prorogés, en attendant l'établissement des impositions foncières & personnelles qui doivent les remplacer au grand avantage de l'Etat & des Particuliers; de prendre les mesures nécessaires pour les faire jouir du bénéfice des Sentences & Arrêt de la Cour des Aides, des 27 Mai & 4 Août 1786, & 27 Juillet 1787, nonobstant les demandes en cassation portées au Conseil du Roi sous

le nom de François Kalendrin, Régisseur des Aides.

V.

Demandent, les Habitans de Coincy, que les Religieux Bénédictins soient tenus de leur rendre & restituer 160 arpens de pâture commune dont ils se sont emparés.

Qu'ils soient tenus de se désister de la demande en triage qu'ils ont formée contre les Habitans, ainsi que de celles qui ont pour objet des droits insolites & non fondés en titre.

V I.

Chargent spécialement les Habitans de la Communauté de Fresne, les Députés aux Etats-Généraux, de prendre tous les moyens pour obtenir une Commission particulière, à laquelle le Seigneur sera tenu de représenter les titres, en vertu desquels il perçoit un cens annuel de deux bichets de bled par arpent de terre, sur le fondement que cette redevance est énoncée d'un demi-septier, qui ne peut être que le quart de la pinte, & qui cependant a été jugé par le crédit des Seigneurs de Fresne devoir être la moitié d'un septier bled, ce qui

fait monter ce cens à 127 fois plus cher & le rend plus onéreux qu'il ne l'étoit dans l'origine, & encore ceux en vertu desquels le même Seigneur, après que ses prédécesseurs se sont emparés, sous le titre de triage, de la quantité d'environ 60 arpens de bois, de la propriété appartenante à la Communauté & sur laquelle les Seigneurs du Duché de Château-Thierry avoient déjà fait le même prélèvement en 1584 sous le même titre de triage, veut porter plus loin ses prétentions.

Enfin, les titres en vertu desquels le même Seigneur prétend s'attribuer de nouveaux droits sur les biens patrimoniaux de la Communauté, quoique situés hors les limites de sa Seigneurie, & notamment sur 40 arpens de pâture qui leur appartiennent, & sur lesquels il a fait pratiquer un chemin de 30 pieds de large, qu'il tient fermé par des barrières.

V I I.

Les Habitans de Château-Thierry instruits que Sa Majesté accorde annuellement une remise sur la Taille & la Capitation; qu'elle a été de la somme de 1375 liv. pour l'année dernière 1788; que cependant personne d'entr'eux ne s'est ressenti de cette grace, ils demandent

qu'il soit fait une recherche de l'emploi de cette somme, & qu'il leur en soit fait raison.

V I I I.

Observent, lesdits Habitans, qu'avant qu'ont eût converti les corvées en argent, ils en étoient exempts par plusieurs considérations :

1°. Ils sont extrêmement foulés par les logemens de gens de guerre.

2°. Ils payoient, comme ils paient encore, l'impôt des Ponts & Chaussées & autres droits accessoi-res, à raison de trente sols pour livre de la taille, tandis que les Habitans de la Campagne supportent cet impôt à un taux plus modéré, & moindre de moitié.

3°. La capitation est imposée dans la même proportion.

4°. Ils acquittent le don gratuit, les droits réservés, & autres charges qui ne laissent point de proportion entre leurs contributions, & celles des Habitans de la campagne.

Ils achetoient ainsi l'exemption de la corvée ; non-seulement ils la paient aujourd'hui, première injustice, mais ils la paient d'autant plus chère, d'autant plus onéreuse,

que les contributions qui leur en assurent l'exemption , subsistent & ne servent qu'à doubler à leur égard le prix de cette charge qu'ils ne devoient pas supporter ; seconde injustice dont il est impossible qu'ils n'obtiennent pas la réparation , pour le tems au moins où les impôts perçus subsisteront.

I X.

Demandent , lesdits Habitans , que toutes les Eaux qui sont au bas de la Ville , & qui avoisinent la levée , soient comblées , parce qu'ils sont convaincus qu'elles sont contraires à la salubrité de l'air & à la santé des Citoyens : ils le demandent avec d'autant plus de confiance , qu'ils sont persuadés que les détempteurs y consentent , sauf les droits de propriété.

X.

La distance considérable , entre la porte du Calvaire & celle du Pont , sans issue intermédiaire dont les habitans sont privés , depuis la suppression des remparts , qui leur en tenoient lieu , les force de demander que la rue du Grenier à sel , qui se termine aux remparts , soit ouverte de ce côté , & prolongée jusqu'à la levée , qui n'en est éloignée que de dix-huit toises.

Observent , les mêmes Habitans , que par le droit & par l'usage , jusqu'en 1749 , la justice leur a été rendue par un Prévôt : que les frais de cette Jurisdiction étoient très-modérés ; que depuis la réunion de droit ou de fait , qui s'est opérée de cette Jurisdiction à celle du Bailliage & Présidial , les frais de Justice leur sont devenus très-onéreux ; en conséquence , ils demandent que le Bailliage , continuant à leur rendre la justice , le coût de toutes les expéditions , épices & autres frais , soit réglé comme il devoit l'être par le Prévôt.

X I I.

Demandent , lesdits Habitans , qu'il plaise au Roi accorder à la Ville de Château-Thierry le Règlement que Sa Majesté lui a promis par l'Arrêt du Conseil du 17 Octobre dernier , relativement à sa Municipalité ; & ordonner que les Jurandes & Maîtrises seront supprimées , sauf l'indemnité.

Demandent également les Villes de Feres & Montmirail , d'être autorisées à choisir & nommer tous les trois ans leurs Officiers Municipaux.

X I I I.

Demandent , les Habitans de Château-Thierry , la révocation ou la réforme du Décret , des Lettres-Patentes & de l'Arrêt qui réunissent à l'Abbaye de Saint-Paul de Soissons , les biens & revenus de l'Abbaye de la Barre , détruite depuis plusieurs années , & que lesdits revenus soient réunis suivant l'intention des fondateurs aux établissemens religieux & utiles de Château-Thierry & singulièrement au Collège , la Ville manquant absolument de moyens pour l'éducation de la jeunesse.

X I V.

La révocation , à leur égard , de l'Arrêt du 29 Mars 1773 , qui a mis à la charge des Villes seulement , les réparations & reconstructions des auditoires & prisons : la Ville n'ayant revenus suffisans pour supporter cette charge , sur-tout les bâtimens étant en mauvais état ; elle demande que cet entretien soit aux frais des justiciables du ressort.

X V.

Les Habitans de la Paroisse de Saint-Martin , près Château-Thierry , ceux de

Montleau & Montcoupeau près Montmi-
rail , regardant comme souverainement
injuste de les asservir aux charges des
Villes , dont ils ne retirent aucun avantage,
& de payer des droits d'entrée de leurs récol-
tes, pour le vin qu'ils consomment chez eux,
puisque'ils ne sont que des simples Habitans
de la campagne , uniquement occupés des
travaux champêtres , demandent avec rai-
son à former des municipalités particu-
lières , distinctes de celles des villes , & ils
sont d'autant mieux fondés , qu'ils ont des
rôles particuliers d'impositions.

Ceux de la Paroisse de Saint-Martin de
Château-Thierry demandent avec instan-
ce , qu'il soit mis un terme aux vexations
qu'ils éprouvent , relativement aux impôts
excessifs qui se perçoivent sur eux , malgré
les Sentences & Arrêts qui les en affran-
chissent , & qu'il plaise au Roi pronon-
cer sur l'instance pendante en son Conseil
sur la cassation , injustement poursuivie ,
de l'Arrêt de la Cour des Aides rendu en
leur faveur.

X V I.

Demandent , les Habitans des bourgs ,
villages & hameaux , d'être , dans tous les
cas , déchargés des entrées auxquelles ils

sont assujettis par les extensions fiscales contre le vœu de la raison & de la Loi ; ces droits ne pouvant subsister que pour les Villes qui ont des charges particulières à acquitter.

X V I I.

Demande , la Paroisse de Corrobert , d'être réintégrée dans le droit d'usage , sur 292 arpens de bois pour lesquels elle paie , aux termes d'une transaction du 25 Avril 1511 , quatre boisseaux d'avoine & deux poules par arpens d'accins de nouvelle prise , envers les Seigneurs de Corrobert & de Joinvilliers.

X V I I I.

Quoique par le Règlement du 24 Janvier dernier , le Roi n'ait pas prescrit d'élire des Adjoints , pour remplacer les Députés aux Etats-Généraux , que quelque événement empêcheroit de remplir leur mission , comme Sa Majesté a suffisamment fait connoître que son intention étoit que le Tiers-Etat eût une juste représentation , il la supplie , ainsi que les Etats-Généraux , d'y admettre les Adjoints , élus dans la même forme , revêtus des mêmes pouvoirs ,

dans le cas où leurs Députés feroient , par leurs affaires personnelles , la maladie , la mort ou quelqu'autre cause , empêchés d'y délibérer.

X I X.

Le Tiers-Etat prévoyant avec peine le cas malheureux , que sans doute la providence qui veille sur la Nation , & la bonté & la sagesse du Roi , préviendront , où ses Députés aux Etats-Généraux feroient forcés soit par la nature de leurs pouvoirs , soit par la voix de leur conscience ou le cri de l'honneur , de refuser leur consentement aux résolutions , qui pourroient y être prises , ou même de se retirer de l'Assemblée desdits Etats , entend qu'ils ne puissent le faire qu'après avoir consenti & accordé les subsides qui pourroient être nécessaires pour l'année seulement , voulant qu'il soit pourvu aux besoins de l'Etat.

Tels sont les vœux , les très-humbles & très-respectueuses supplications que le Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry charge ses Députés aux Etats-Généraux de déposer aux pieds du meilleur & du plus juste des Rois , qui a voulu entendre la vérité par la bouche de son peuple : don-

nant le Tiers-Etat , à fefdits Députés , tous pouvoirs de propofer , avifer & confentir tout ce qui peut concerner les befoins de l'Etat , la réforme des abus , l'établiffement d'un ordre fixe & durable dans toutes les parties de l'Adminiftration , la profpérité générale du Royaume , & le bien de tous & chacun les Sujets de Sa Majefté.

Défirant , le Tiers-Etat , que fefdits Députés fe conforment en tout aux inftructions comprises au préfent cahier , s'en rapportant , à cet égard , à leur honneur & à leur confcience , n'entendant limiter leurs pouvoirs que dans les bornes des principes établis au préambule , & que l'intérêt du Roi & de la Nation doivent maintenir , fans qu'il puiſſe y être porté la plus légère atteinte.

Promettant , le Tiers-Etat , réitérer ſes pouvoirs dans le procès-verbal de nomination de ſes Députés.

Fait & arrêté en l'Affemblée générale du Tiers-Etat , par Nous Députés ſouffignés , le 23 Mars 1789.

Ce Cahier eſt ſigné de toutes les perſonnes compoſant l'Affemblée , & dénommées au procès-verbal annexé ci-après.

DISCOURS

E X T R A I T

Du Procès-verbal de ce qui s'est passé à l'Assemblée de l'Ordre du Tiers-Etat du Bailliage de Château-Thierry, convoquée & tenue pour la nomination de ses Députés aux Etats-Généraux.

LE Mardi 10 Mars 1789, huit heures du matin, MM. des trois Ordres du Bailliage de Château-Thierry se sont rendus en l'Eglise des Peres Cordeliers de cette Ville, lieu indiqué pour la tenue de leur assemblée générale, sous la Présidence de Messire Georges - André d'Oberlin Mittersbach (1), Chevalier immédiat du Saint-Empire, Chef d'Escadron au Régiment du Colonel Général Hussard, Grand-Bailli d'Epée du Bailliage de Château-Thierry.

MM. des trois Ordres s'étant placés dans le Chœur de l'Eglise, M^e Remy-Louis-Antoine Vol de Conantray, premier Avocat & Procureur du Roi du Bailliage, a requis l'exécution du Règlement de Sa Majesté, du 24 Janvier dernier, en vertu de la Lettre du Roi, *signée LOUIS: Et plus bas, LAURENT DE VILLEDEUIL*, scellée du cachet de cire rouge, adressée par Monseigneur le Duc de Bourbon, Gouverneur de la Province du

(1) M. Döberlin avoir été reçu, la veille, en l'office de Grand-Bailli, sur les Provisions de S. A. Monseigneur le Duc de Bouillon, & sur les Lettres de confirmation du Roi. Cette cérémonie a été accompagnée des marques non équivoques de la joie publique.

Soissonnois, & de l'Ordonnance de M. Adam-Pierre Poterel de Louverny, Lieutenant Général du Bailliage & Siège Présidial de Château-Thierry, du 18 Février dernier.

En conséquence, après lecture faite par M^e Etienne-Armand Canlay, Greffier en chef dudit Siège, de la Lettre du Roi & du Règlement y annexé, & de l'Ordonnance de M. le Lieutenant Général, à défaut de M. le Grand-Bailli. il a été procédé à l'appel, au procès-verbal de comparution de MM. les Ecclésiastiques possédans Bénéfices, & autres Engagés dans les Ordres, de MM. les Nobles possédans ou non possédans fiefs, de MM. les Députés des Villes, Bourgs & Villages situés dans l'étendue du ressort du Bailliage, & à l'exhibition & vérification des pouvoirs & procurations de chacun d'eux.

Après ces formalités remplies : tous MM. des trois Ordres comparans, ont prêté serment entre les mains de M. le Grand-Bailli, sous la foi duquel ils ont promis & juré de procéder fidèlement, & en gens d'honneur, à la rédaction de leurs Cahiers, & à l'élection par la voie du scrutin de notables Personnages pour les représenter aux Etats-Généraux, au nombre & dans la proportion déterminés par la Lettre du Roi, & l'état y annexé.

Ensuite ayant été arrêté que chaque Ordre se retireroit dans une chambre particulière, tous MM. composant l'Assemblée du Tiers Etat se sont rendus dans la grande Salle de l'Hôtel de-Ville de Château-Thierry qui leur a été assignée, pour y procéder, sous la Présidence de M. Pin-

terel de Louverny, aux opérations dont ils avoient à s'occuper.

D'abord il a été fait choix à haute voix de vingt-quatre Commissaires dont le travail préparatoire à la rédaction des Cahiers, en un seul, a été divisé en six Bureaux, & confié à Messieurs,

- | | |
|------------------------|---------------------|
| 1. Harmand. | 13. Giffier. |
| 2. Poan de Sapincourt. | 14. Truet. |
| 3. Sutil l'aîné. | 15. Louis. |
| 4. Jeannel. | 16. Potel. |
| 5. De Marle. | 17. Leguillier. |
| 6. Henry. | 18. Depaux. |
| 7. Grifart. | 19. Legros. |
| 8. Desquelles. | 20. Dorgemont. |
| 9. Pâris. | 21. Sutil le jeune. |
| 10. Doué. | 22. Le Seur. |
| 11. Warnier. | 23. Aubry. |
| 12. Nerat. | 24. Hebert. |

Il a été en outre arrêté que le travail des six Bureaux seroit rapporté, le Lundi 23 Mars neuf heures du matin, par MM. les Commissaires, qui, en acceptant la nomination faite de leur personne, ont promis sous la foi du serment de vaquer à la rédaction en un seul de tous les Cahiers présentés par les différentes Paroisses & Municipalités du Bailliage qui ont été remis sur le Bureau, pour être remis par le Secrétaire de l'Ordre à MM. les Commissaires.

Au moment où l'Assemblée alloit terminer sa séance s'est présentée une Députation de l'Ordre de la Noblesse composée de

M E S S I E U R S ,

1^o. Jean-Baptiste-François-Marie, Comte de

Vassan, Chevalier, Major des Chasseurs à Cheval des Evêchés, Chevalier de l'Ordre Royal & Militaire de Saint-Louis, Seigneur de Bonnoeil, Mont de Bonnoeil, & autres lieux.

2°. Bénigne Jean, Comte de Mornay d'Hangeft, Chevalier, Seigneur d'Estrepilly.

3°. Antoine Alexandre Chambré Nau de Saint. Sauveur, Chevalier, Capitaine d'Infanterie, Chevalier de l'Ordre Royal & Militaire de Saint-Louis, Seigneur de la Vicomté de Nogentel.

4°. Et François de Villelongue, Chevalier, ancien Officier d'Infanterie.

Alors M. le Comte de Vassan portant la parole a fait lecture d'un extrait du Registre des délibérations de l'Ordre de la Noblesse, portant qu'il assure celui du Tiers-Etat :

« 1°. Qu'il est arrêté sur le Registre de ses
» délibérations qu'il est dans la très-sincere
» disposition de renoncer à tous privilèges
» pécuniaires, c'est-à-dire, qu'il se soumet dès-
» à-présent à supporter avec égalité toutes les
» impositions publiques, présentes & à venir,
» consenties par la Nation assemblée en Etats-
» Généraux.

« 2°. Qu'il vient d'être également arrêté
» comme devant être aussi inscrit sur ledit Re-
» gistre,

« Que les Députés de l'Ordre de la Noblesse
» aux Etats-Généraux seront tenus de faire le ser-
» ment : qu'ils ne consentiront jamais à recevoir
» de la Cour aucunes graces de quelque espece
» qu'elles soient, à compter du jour de leur nomi-
» nation jusques & compris la deuxieme année
» révolue après la clôture desdits Etats - Géné-
» raux ».

Après la lecture de cet extrait qui a été laissé sur le Bureau , MM. composant la députation de l'Ordre de la Noblesse s'étant retirés , ont été accompagnés jusqu'à la porte de la salle de l'Assemblée.

Un moment après , MM. de l'Ordre du Clergé animés du même esprit de justice & de désintéressement , ont tenu le même langage par l'organe de M. Moyron , Curé de Saint-Gengoulph , Député vers le Tiers-Etat avec M. Fourneau , Prieur de Saint Martin de Château-Thierry , porteur d'une délibération concernant les mêmes assurances , soumissions & engagements.

Sensibles à ces actes d'équité qui prévenoient leurs réclamations , MM. de l'Ordre du Tiers-Etat ont arrêté , qu'il seroit avisé entr'eux sur la délibération à prendre dans les circonstances , & que le Lundi 23 Mars , il seroit fait une députation auprès de M. le Grand Bailli , de MM. de l'Ordre du Clergé , & de la Noblesse pour leur offrir les remerciemens & le témoignage de la satisfaction générale de l'Assemblée.

Pour remplir ce double objet , à l'ouverture de la séance du 23 Mars 1789 , il a été arrêté unanimement ; 1^o. que l'Ordre du Tiers-Etat recevoit avec reconnoissances les déclarations qui leur avoient été apportées le 13 Mars , & que l'acte d'acceptation qu'il en faisoit , en rendant hommage aux sentimens qui les ont dictées , seroit porté & laissé sur les Bureaux de MM. des deux premiers Ordres comme un monument de l'amour patriotique & de l'accord le plus parfait.

Cette mission auprès de MM. du Clergé a été

remplie par MM. Sutil l'aîné, Nerat, le Sueur, de Marle, le Louvier l'aîné, Desquelles; & auprès de MM. de la Noblesse par MM. Sutil de la Noue, Garfy, Cordier de Marville, Warnier & Doué.

Leur députation aux deux Chambres des deux premiers Ordres ayant été accueillie par les témoignages de la plus grande satisfaction, ils sont rentrés pour en faire part à MM. du Tiers-Etat.

Ensuite le travail de MM. les Commissaires sur la confection du cahier général, a été mis sous les yeux de l'assemblée générale qui, après en avoir entendu la lecture, y a applaudi unanimement comme contenant son vœu, & la sanction de son approbation y a été mise par les signatures de MM. les Députés.

Après cette opération il a été, en conformité de l'article 47 du Règlement, procédé à l'élection de trois Scrutateurs en présence de

Messieurs,

1. Louis Sortier, Bourgeois, demeurant aux Frauguets, paroisse du Charmel.
2. Jean Lapostol, Marchand à Jaulgonne.
3. Et Louis Sarrazin, Marchand au Prez, paroisse de Montfaucon, les plus anciens de l'Assemblée, qui ont été priés de se placer en face du Bureau du Secrétaire de l'Ordre, pour vérifier avec lui les billets du scrutin auquel il alloit être procédé pour parvenir à la nomination des Scrutateurs.

De ce scrutin fait en la forme prescrite par le

Règlement , il est résulté que la nomination a été faite de la personne ,

1. De M. Sutil l'aîné, Avocat du Roi, à la pluralité de cinquante-quatre voix.

2. De celle de M. Harmand, Avocat, à la pluralité de trente voix.

3. Et de celle de M. Henry, Avocat & Notaire, à la pluralité de vingt voix, contre M. Jeannequinquinze, &c.

La nomination des Députés ayant été indiquée au Mardi 24 Mars huit heures du matin, MM. de l'Ordre du Tiers-Etat se sont réunis dans leur Chambre ordinaire, sous la Présidence de M. Pinterel de Louverny, Lieutenant Général.

A l'ouverture de l'Assemblée, M. Harmand, Avocat, Député de la ville de Château-Thierry, en présence de MM. Sutil l'aîné, Poan & Latapie, portant la parole, a dit :

Qu'ils étoient chargés sur leur honneur de porter à l'Assemblée le vœu de ladite Ville : que le moment étoit venu de s'acquitter de ce devoir ; qu'il croyoit ne pouvoir le remplir avec plus d'exactitude qu'en se reportant à l'article 30 du Cahier de ses plaintes & doléances ; en conséquence il en a fait lecture.

Cet article est conçu en ces termes :

« Considérant, combien est sainte & sacrée la
» mission qui va être confiée à leurs Députés
» aux Etats-Généraux ; que dans leurs mains va
» être remis le dépôt précieux du bonheur de
» plusieurs milliers de familles, le sort de la gé-
» nération présente, & peut-être de la Nation
» entière, lesdits Habitans prient le Ciel d'éclair-
» rer, de conduire les Electeurs dans leur choix ;

» ils chargent sur leur honneur les Députés qu'ils
 » vont choisir , pour les représenter à l'Assemblée
 » générale du Bailliage , d'y porter leur
 » vœu , de l'appuyer , de le soutenir avec toute
 » l'énergie dont ils peuvent être capables ; ce
 » vœu est celui du Roi lui-même ; ce vœu est
 » que les suffrages se réunissent en faveur de la
 » vertu , de la probité , du désintéressement , du
 » courage , de la fermeté , de la sagesse , de la
 » modération , des lumières & des talens dont
 » le concours est nécessaire au soutien de la cause
 » publique.

» Ce vœu est que les suffrages rejettent avec
 » indignation ceux qu'une vaine ambition , &
 » peut-être un intérêt plus vil , auroient pu por-
 » ter à employer les manœuvres & l'intrigue
 » pour les captiver ; persuadés qu'ils sont que
 » ceux qui se sont livrés à cette conduite ont
 » fourni la preuve la plus complète , qu'ils sont
 » tout-à-la-fois incapables & indignes de stipuler
 » d'aussi grands intérêts , & de défendre une aussi
 » belle cause , celle de la Patrie , de la Liberté &
 » de la Félicité publique. »

M^e. Harmand , après avoir demandé acte de la lecture de cet article , qui a été consigné au Procès-verbal , a , pour assurer l'effet de sa motion , requis :

1^o. Que les Députés , qui seront choisis pour porter aux Etats Généraux le vœu de l'Assemblée du Tiers-Etats , soient tenus , en sa présence , & avant d'accepter la Commission à eux donnée , de jurer & affirmer , qu'ils n'ont par aucune voie , directement , ni indirectement sollicité , ni fait solliciter les suffrages de l'Assemblée.

2°. Qu'ils soient pareillement tenus de jurer & affirmer, qu'à compter du jour de leur nomination, jusques & compris la deuxième année révolue après la clôture desdits Etats-Généraux, & la fin de leur mission, ils ne pourront recevoir de la Cour aucunes rétributions, gratifications, ni graces.

Cette motion a été suivie de l'adhésion unanime de l'Assemblée, qui a reconnu l'importance des deux sermens préalables, en arrêtant : qu'ils seroient prêtés par les Députés qui seroient choisis.

En cet instant, plusieurs de MM. de l'Ordre de la Noblesse sont entrés, & Messire Denis-Christophe Pasquier de Bois-Rouvray, Chevalier, Capitaine de Cavalerie, l'un d'eux portant la parole, ont dit : qu'ils étoient chargés de porter à MM. de l'Ordre du Tiers-Etat, de la part de celui de la Noblesse, l'assurance invariable de son amour pour l'union & pour le bien commun.

Les mêmes sentimens ont été exprimés de la part de MM. de l'Ordre du Clergé, par la bouche de M. l'Abbé Renard, Curé de Seringes, qui a rempli cette mission avec la plus noble cordialité.

Après ces députations faites & reçues, MM. de la Chambre du Tiers-Etat, alors composée de deux cent dix-huit Votans, ont procédé à l'élection de leurs Représentans aux Etats-Généraux ; en conséquence, chacun d'eux est venu séparément écrire sur le Bureau, & déposer d'une manière ostensible, dans le vase qui s'y trouvoit placé, son billet de nomination.

La vérification du scrutin, ayant constaté en faveur de *M. Pinterel de Louverny*, président de

Tiers-Etat , une pluralité de cent soixante-huit voix , contre treize pour M. Henry , &c. Un applaudissement universel s'est élevé dans l'Assemblée , qui a proclamé Député , avec l'attendrissement de la joie la plus pure , le Magistrat respectable qui la présidoit : de son côté , il lui a témoigné dans les termes les plus touchans , les plus caractéristiques de la bonté de son cœur , les sentimens qu'elle a la certitude de trouver en lui.

Le même jour 24 Mars , cinq heures de relevée , le Tiers - Etat réassemblé , a procédé à l'élection d'un second Député aux Etats Généraux , en observant les mêmes formalités que pour la première nomination.

Les billets au nombre de deux cent quatorze , égal à celui des votans , ont été scrupuleusement vérifiés , & leur recensement a fait connoître une pluralité de cent quarante-quatre voix en faveur de M. Harmand , Avocat , contre vingt-six à M. Henri , treize à M. Potel , &c.

Cette pluralité acquise par un premier scrutin , témoignage précieux de l'unanimité des sentimens , de l'opinion flatteuse d'une Assemblée éclairée , a été applaudie universellement avec toutes les acclamations de l'allégresse , de la confiance , de la cordialité. Ce moment fut bien cher au cœur de M. Harmand , & son ame honnête , vivement émue , a déployé dans cette circonstance toute l'éloquence du sentiment. Un élan du plus pur patriotisme , l'a porté dans les bras de son vertueux Collegue , & on vit leurs larmes se confondre dans leurs embrassemens. Cette scène attendrissante , qui m'a tout le dernier sceau à la confiance publique , le répé-

toit parmi les Spectateurs, avec toutes les marques démonstratives de la satisfaction.

Après ce premier choix, déterminé par la raison de l'intérêt National, dont le soutien ne doit être suspendu ni ralenti par des événemens particuliers, l'Ordre du Tiers-Etat a arrêté, qu'au desir de l'art. 17 de la seconde partie du cahier général, il seroit procédé le lendemain à l'élection de deux Suppléans aux deux Députés nommés.

En conséquence, après avoir entendu la messe célébrée à la Chapelle de l'auditoire du Bailliage le mercredi 25 Mars, huit heures du matin, l'Assemblée ayant ouvert sa séance a donné individuellement ses suffrages qui ont été recueillis & composés par la voie du scrutin.

Par le résultat de ce scrutin qui s'est trouvé composé de deux cents quinze billets, nombre égal à celui des Votans, *M. Sutil, Avocat du Roi*, a été nommé premier Suppléant à la pluralité de cent quarante-quatre voix contre trente, pour *M. Sutil le jeune*, vingt-deux pour *M. Henry*, &c.

Cette nomination a excité l'applaudissement de l'Assemblée à laquelle *M. Sutil l'aîné* a témoigné toute sa reconnoissance.

Le même jour, l'Ordre du Tiers-Etat réuni au nombre de deux cents cinquante personnes, s'est occupé de l'élection d'un second Suppléant, en la manière ordinaire & vérification faite du Scrutin, son choix a été en faveur de *M. Potel, Laboureur a Sommeland* qui a été nommé à la pluralité de cent soixante voix contre neuf à *M. Jeannel*, &c.

Cette dernière élection n'a pas été moins ap-

plaudie , que celles qui l'avoient précédé & l'unanimité des suffrages ne pouvoit que la rendre chere à M. Potel qui en a marqué toute la joie.

Ces opérations achevées , l'Assemblée satisfaite de son choix a donné à MM. les Députés aux Etats Généraux & à leurs Suppléans, tous les pouvoirs relatifs à la mission honorable qu'elle leur a confié , & aux instructions contenues au cahier de ses plaintes & doléances.

MM. Les Députés & leurs Suppléans s'étant alors présentés pour attester sous la foi du Serment la pureté de leur conduite , & leur aversion de toute espece de sollicitations de suffrages, directes ou indirectes , un cri général s'est élevé pour les dispenser de ce serment , & comme ils insistoient à vouloir le prêter , tous les Membres composant l'Assemblée ont avec le plus vif empressement , levé la main , & se sont jurés les uns aux autres , & envers M. le Président , que dans le choix de MM. les Députés aux Etats-Généraux & de leurs Suppléans , ils n'ont écouté que la voix de leur conscience , qu'ils n'ont été mûs par aucune impulsion étrangere , & que leurs suffrages sont fondés sur une confiance libre , inspirée par la parfaite connoissance qu'ils ont des vertus , des talens & de toutes les qualités de l'esprit & du cœur qui constituent les dignes représentans de la Nation.

Pendant que l'Assemblée se donnoit ainsi à elle-même cette preuve de son intégrité & de sa loyauté , MM. les Députés & leurs Suppléans ont , en imitant cet acte de délicatesse & de vertu , fait le serment qu'ils avoient d'abord offert.

Ensuite , par l'effet d'une sage prévoyance ,

MM. les Députés ont proposé à l'Assemblée de leur indiquer parmi les personnes qui la composent, celles à qui ils pourroient s'adresser pour se procurer les instructions locales qui seroient échappées au cahier & qui leur seroient nécessaires aux États-Généraux : Cette proposition a été adoptée par une délibération de l'Ordre qui, sous le bon plaisir du Roi, a autorisé MM. les Suppléans à donner à Messieurs les Députés les Mémoires, instructions & renseignemens qui leur seroient demandés, après en avoir conféré préalablement avec vingt-quatre de ses Membres par lui nommés, & qui sont :

M E S S I E U R S .

1. Louis-Augustin Poan de Sapincourt, Avocat en Parlement, à Château-Thierry.
2. Bernard Latapie, aussi Avocat, demeurant à Château-Thierry.
3. François Sutil de la Noue, Substitut de MM. les Gens du Roi, au Bailliage & Siège Présidial de Château-Thierry.
4. Charles Henry Nerat, Avocat en Parlement à Château-Thierry.
5. Claude Aubry, Procureur ès-Sièges royaux de Château-Thierry.
6. Louis-Michel le Seur, Avocat en Parlement à Château-Thierry.
7. Louis Charpentier, Notaire en ladite ville.
8. Louis-François Desquelles, ancien Notaire royal à Fere en Tardenois.
9. Etienne-Louis Jeannel, Lieutenant-général du Bailliage de Montmirail.

10. Jean-Claude Henry, Avocat en Parlement, demeurant à Marigny.

11. François de Marie, Notaire royal à Gandelus.

12. Simon-Jacques Paris, Avocat en Parlement, Syndic de la Municipalité de Coincy.

13. Jean Baptiste le Louvier, l'aîné, Notaire royal à Orbais.

14. François Doué, Notaire royal à Chezi-Pabbayer.

15. Guillain-Antoine Warnier, Lieutenant de Fauconnerie du Cabinet du Roi, demeurant à Effomes.

16. Gabriel-Josse Seron, Syndic Municipal de Nogent l'Artault.

17. Joseph-Adolphe Geisler, Notaire royal à Condé en Brie.

18. Côme-Nicolas Truet de la Prairie, Laboureur à la Loge, paroisse d'Épaulx.

19. Erienne Hirault, Laboureur au Charme.

20. Claude H bert, Laboureur à Dampmart.

21. Georges-Théodore le Gros, Notaire-royal à Mont-Saint-Pere.

22. Louis Dorgemont, Notaire à Treloup.

23. Louis Beschard, Marchand à Verdelot.

24. Et Antoine Cape, Aubergiste à Villiers-sur-Marne.

Après cette nomination, les cahiers apportés par les différentes Paroisses du Bailliage, les Procès-verbaux d'élection de leurs Députés & le duplicata du cahier général, approuvé & signé par MM. de l'Assemblée du Tiers Etat, ont été remis à MM. les Députés aux Etats-Généraux, qui s'en sont volontairement chargés.

Avant de se séparer l'Assemblée a arrêté que le Cahier général du Bailliage, en ce qui concerne le Tiers-Etat, ainsi que le Procès-verbal de ses délibérations & élections seroient imprimés pour être distribués & rendus publics dans les différentes Paroisses qui ont député à ladite Assemblée.

Le lendemain 26 Mars, trois heures de relevée, en vertu de l'Ordonnance de M. le Grand Bailli, MM. les Députés & Suppléans des Trois Ordres, & tous MM. composant leurs Assemblées se sont réunis en l'église des Peres Cordeliers. C'est là qu'en acceptant la commission honorable confiée à leur zèle, à leur amour patriotique, ils ont prêté le serment solennel prescrit par le Règlement de Sa Majesté, au milieu des applaudissemens des Citoyens de tous les Ordres assemblés autour d'eux ; qu'ils ont réitéré leurs soumissions de n'accepter aucunes rétributions, gratifications, ni graces de la Cour à compter du jour de leur nomination jusques & compris la deuxième année révolue après la clôture des États-Généraux & la fin de leur mission.

Cette réunion de MM. des trois Ordres parut ; dans cette circonstance, être celle des sentimens & des cœurs amis du bonheur commun & de l'harmonie la plus parfaite. S'il eût été besoin d'un exemple pour allumer dans les âmes le feu sacré du patriotisme, de l'amour du bien public, on l'eût puisé dans la conduite noble & généreuse de M. Lemaire, Prêtre Curé de la Paroisse de Chiary.

Ce respectable Ecclésiastique élevant la voix au milieu de l'Assemblée, a dit : qu'il ne suffisoit point au Clergé d'avoir fait l'abnégation de ses immunités ; que dans le moment de crise où se trouve l'Etat, il falloit une subvention extraordinaire, des secours aussi prompts que le besoin étoit urgent ; en terminant cette motion, il a déposé sur le bureau une bourse de 25 louis, fruit de ses privations, de ses économies honorables sur les revenus de sa portion congrue ; cet acte de générosité a été applaudi avec attendrissement, & M. Paris de Treffond, présent à l'Assemblée comme un des Membres de l'Ordre de la Noblesse, prenant la parole, a demandé qu'il en soit fait mention sur le Registre comme d'un monument éternel de grandeur d'ame & de dévouement au bien public. C'est ainsi qu'une action vertueuse a également honoré deux hommes précieux à la société par les qualités de l'esprit & du cœur, & c'est sous d'aussi heureux auspices qu'a été close, après un *Te Deum* chanté en action de grâces, l'Assemblée générale de MM. des trois Ordres du Bailliage de Château-Thierry. En la quittant, le vertueux Pasteur, qui venoit de donner un aussi grand exemple de générosité, ne put se dérober aux acclamations, aux cris d'allégresse ; il se vit environné d'une foule de MM. du Tiers-Etat, qui, après avoir posé sur son front la couronne *civique*, l'ont porté dans leurs bras jusqu'à la chambre de leur assemblée. MM. de l'Ordre de la Noblesse & du Clergé leur firent l'honneur de les y accompagner, & dans ce moment de réunion on n'entendoit que les noms de freres & d'amis

prononcés avec l'attendrissement de la joie & du patriotisme le plus pur.

Charmés d'un si parfait accord, présage d'un avenir heureux, MM. composant l'Ordre du Tiers-Etat, avant de se séparer, de retourner dans leurs foyers, ont voulu encore une fois porter chez MM. leurs Députés, & Suppléans l'hommage de leurs sentimens, le témoignage de la satisfaction générale d'un choix dont ils alloient s'empreser de faire part à leurs Commettans.

Ces détails seront mis sous leurs yeux; ils verront combien a dû être chère aux personnes honorées de leur confiance, la mission qu'elles étoient chargées de remplir; ils verront combien, sous un Monarque juste & bienfaisant, l'amour du bien public enflamme tous les cœurs, & combien il suggere de moyens puissans pour assurer le bonheur du Souverain & de la Nation.



618